

Promouvoir la compétitivité des PME en Afrique francophone

De la crise à la reprise grâce à l'intégration régionale



En collaboration avec:



Collecte de données conjointe en Afrique francophone

Le Centre du commerce international (ITC) et la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) ont uni leurs forces en 2021 pour aider le réseau des chambres de commerce en Afrique francophone à évaluer la compétitivité des micros, petites et moyennes entreprises (MPME).

L'ITC et la CPCCAF ont élaboré une enquête auprès des entreprises pour (i) évaluer la reprise des firmes – et en particulier celle des petites et moyennes entreprises (PME) – à la suite de la pandémie de COVID-19 ; (ii) déterminer dans quelle mesure les mesures gouvernementales ont appuyé le processus de reprise ; (iii) établir comment la pandémie a affecté les pratiques de gestion des risques des entreprises africaines ; et (iv) comprendre la nature du commerce international dans la région, y compris la manière dont la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est perçue.

Dans le cadre de cette initiative, plus de 2 500 entreprises ont été contactées vers la mi-2021, en Afrique de l'Ouest et centrale. Cette brochure présente les résultats des analyses. Il s'agit de la 4^e édition d'une série de rapports publiés conjointement par l'ITC et la CPCCAF, consultables en ligne à l'adresse suivante : www.intracen.org/publications.

La Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones

La Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) est un réseau de coopération économique pour le développement du secteur privé et les échanges en Afrique francophone. Elle appuie la coopération bilatérale et multilatérale entre les chambres de commerce et d'industrie, d'artisanat et de métiers, et d'agriculture, ainsi qu'avec d'autres organisations de promotion du commerce, dans tous les domaines du développement de l'entrepreneuriat. Créée en 1973, la CPCCAF dispose aujourd'hui d'un réseau couvrant 33 économies, dont 26 pays d'Afrique francophone.

Le Centre du commerce international

En tant qu'agence conjointe de l'Organisation mondiale du commerce et des Nations Unies, le Centre du commerce international (ITC) est la seule agence multilatérale pleinement dédiée à appuyer l'internationalisation des PME. Grâce à ses outils d'accès aux marchés et ses programmes d'assistance technique, l'ITC permet aux PME des économies en développement et en transition d'exploiter les nouvelles opportunités de marché. Par ce biais, l'ITC favorise l'augmentation des revenus et la création d'emplois, notamment pour les femmes, les jeunes et les communautés défavorisées.

Messages clés

Les petites entreprises d'Afrique francophone sont toujours en difficulté en raison de la pandémie de COVID-19, mais des opportunités exaltantes se profilent à l'horizon. La bonne nouvelle vient de nouvelles tendances en 2021, en termes de gestion émergente des risques et d'intégration régionale, qui devraient contribuer à ouvrir de nouveaux marchés pour les compagnies africaines.

Une reprise plus lente pour les petites entreprises

- En raison de la pandémie, les petites firmes d'Afrique francophone ont vu leurs revenus réduits de moitié et leur personnel d'un tiers. À la mi-2021, ces entreprises n'avaient pas encore atteint le même degré de reprise que les grandes compagnies.
- Plus des deux-tiers des microentreprises interrogées se sont endettées à cause de la crise liée à la COVID-19, contre moins d'un tiers pour leurs homologues de grande taille.
- Plus d'un tiers des firmes interrogées – en particulier les petites, celles dirigées par des jeunes et celles du secteur informel – se déclaraient préoccupées par la reprise post-pandémique.

Les programmes gouvernementaux relatifs à la COVID-19 sont insuffisants

- Une compagnie sur dix a bénéficié d'un appui en lien avec la COVID-19 de la part du gouvernement ou d'une organisation d'appui aux entreprises, ce qui s'est avéré plus difficile pour les plus petites.
- Environ 75 % des entreprises n'ayant pas reçu d'aide ne savaient pas qu'un appui était disponible.
- Deux-tiers des firmes ayant reçu une assistance en lien avec la COVID-19 se sont déclarées non satisfaites de l'appui reçu.

Une mise en garde pour la préparation aux crises

- Près de la moitié des entreprises interrogées disposaient de mesures pour se préparer aux crises futures. Les approches les plus populaires consistaient à renégocier les contrats avec les fournisseurs et à réviser les stratégies de vente.
- Les firmes préoccupées par la reprise post-pandémique et celles dont les revenus étaient encore inférieurs aux niveaux d'avant-crise sont plus disposées à se préparer aux crises futures.
- Les compagnies admettant ne pas se préparer à d'éventuelles crises futures citaient pour motifs le manque de ressources financières ou de sensibilisation.

Les gains potentiels de l'intégration africaine

- Seul un quart des firmes interrogées étaient familières avec la Zone de libre-échange continentale africaine, mais celles qui le sont pensent aussi que cet accord sera bénéfique à leur activité.
- Concernant les exportations au sein du continent, les principaux obstacles mentionnés sont les coûts élevés de la logistique et du transport, ainsi que les délais et l'incertitude.
- La part des importations depuis d'autres pays africains s'élève à tout juste 12 % des participants interrogés, tandis que celle des exportations vers d'autres pays africains n'atteint que 6 %, ce qui reflète le vaste potentiel non exploité de l'intégration régionale.



Reprise et intégration régionale

La pandémie de COVID-19 a eu un effet dévastateur sur le continent africain. Après des années de croissance vigoureuse, le produit intérieur brut africain s'est contracté de 1,9% en 2020. Selon les projections du Fonds monétaire international, le revenu par habitant de nombreux pays ne devrait pas retrouver le niveau d'avant-crise avant 2025¹. L'Organisation des Nations Unies alerte sur le fait que la réalisation des objectifs de développement durable pourrait être repoussée d'une décennie en raison de la pandémie².

Avant même que le virus ne fasse son apparition en Afrique, dès le début de 2020, les petites entreprises ont dû faire face à une baisse des achats de la part de leurs partenaires commerciaux étrangers³. Les couvre-feux et autres mesures adoptées par les gouvernements pour contenir la première vague de la COVID-19 ont également entraîné une baisse des ventes dans de nombreux pays⁴.

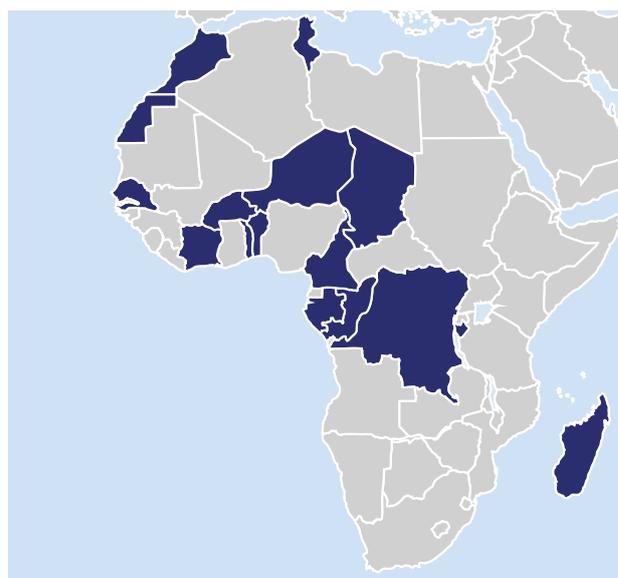
À la fin de 2020, la deuxième vague a prélevé un lourd tribut en termes de vies humaines et de viabilité des PME du secteur informel africain, endommageant les résultats socioéconomiques acquis⁵. Le manque de chaînes de valeur régionales dans le domaine médical a aggravé les deux premières vagues de la pandémie⁶, au point qu'à la mi-2021, les experts pointaient l'inégalité de l'accès aux vaccins comme le principal moteur de la troisième vague d'infection en Afrique⁷.

S'il existe un côté positif à cette crise, c'est dans les transformations qui en découlent. De nombreuses petites et moyennes entreprises ont mis à profit les restrictions

sanitaires pour réfléchir et se réinventer. La plupart ont décidé d'adopter les outils numériques et de se doter d'une gestion des risques pour être mieux préparées à l'avenir.

En outre, depuis le 1^{er} janvier 2021, les échanges commerciaux s'effectuent sous les auspices de la Zone de libre-échange continentale africaine. Cette étape est perçue comme une opportunité historique, celle de tirer parti d'un commerce diversifié, à haute valeur ajoutée et capable de stimuler la croissance au sein de l'ensemble de la région⁸.

Le tumulte des années 2020 et 2021 restera certainement comme un tournant pour les PME exportatrices d'Afrique francophone. Les éléments probants présentés dans ce rapport montrent la direction insufflée par ces changements.



Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.

1. Fonds monétaire international, 2021.

2. Organisation des Nations Unies, 2021.

3. ITC, 2021a.

4. ITC, 2020b.

5. Aoyagi, 2021; Programme des Nations Unies pour le développement, 2021.

6. ITC, 2020c.

7. 'It's Your Turn: Africa's Recovery Talk Series,' 2021.

8. Brookings, 2021.

Collecte des données sur la reprise et l'intégration régionale

Les acteurs de l'appui aux entreprises, tels que les chambres de commerce, les institutions d'appui au commerce et à l'investissement, et les organisations de secteur, procurent des services essentiels pour assurer la compétitivité du secteur des petites entreprises en Afrique. Ils fournissent ainsi des formations, renforcent les réseaux et représentent les intérêts des entreprises auprès des pouvoirs publics afin que ces derniers appuient leur croissance.

Des services d'appui aux entreprises fondés sur des éléments probants

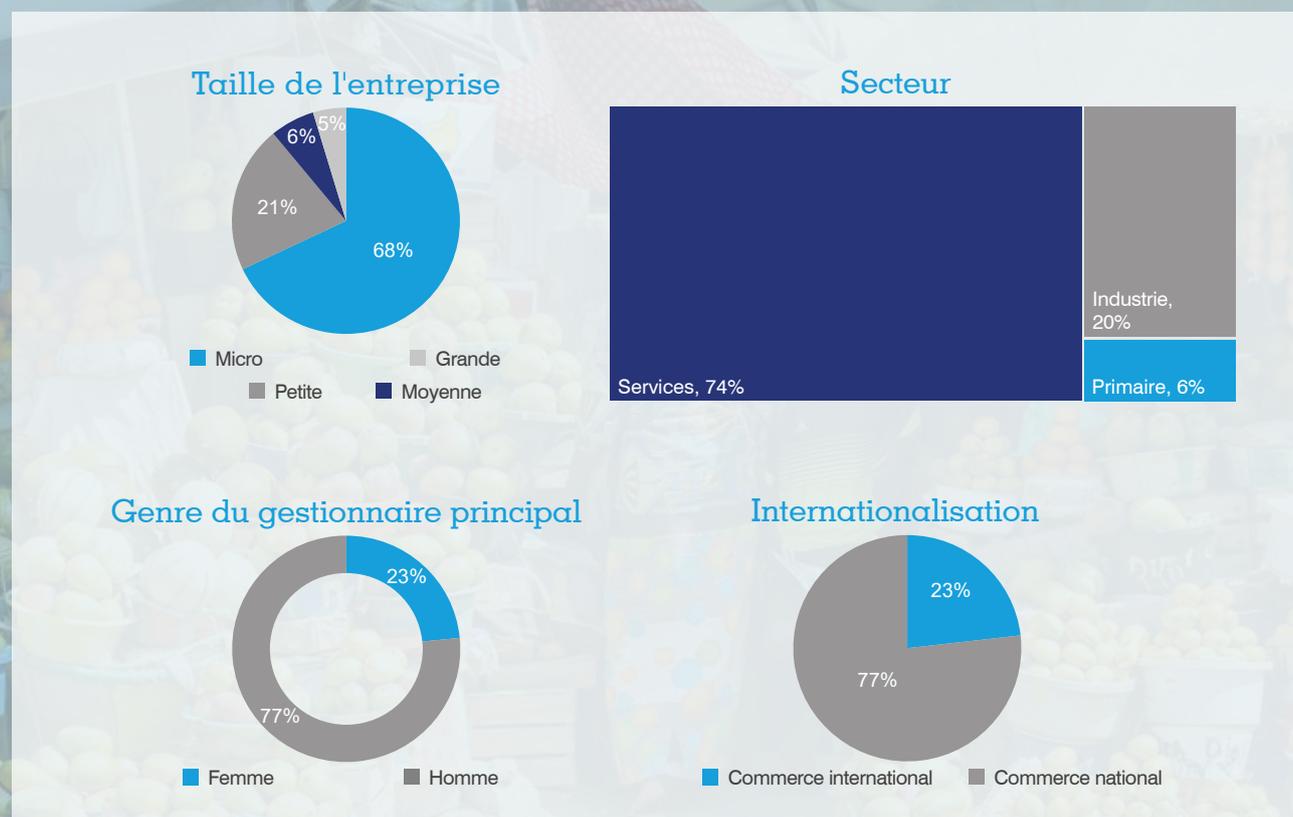
Afin d'adapter au mieux leurs services aux petites et moyennes entreprises et de concevoir des politiques et des programmes sur une base factuelle, les organisations d'appui aux entreprises ont besoin de données actuelles et fiables. Face au paysage commercial en mutation rapide en raison de la pandémie, le besoin de faire entendre la voix des PME n'a jamais été aussi fort.

C'est pourquoi l'ITC et la CPCCAF se sont associés aux chambres de commerce nationales de l'Afrique francophone pour interroger des milliers de compagnies à travers toute la région.

Plus de 2 500 enquêtes approfondies

À travers leur partenariat, l'ITC et la CPCCAF ont pu interroger 2 557 entreprises d'Afrique francophone entre mai et juillet 2021. Les données collectées proviennent des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Maroc, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo et Tunisie.

Deux-tiers des participants étaient des microentreprises (entre 0 et 4 employés), 21 % des petites entreprises (5 à 19 employés), 6 % des moyennes entreprises (20 à 99 employés) et 5 % des grandes entreprises (plus de 100 employés). Plus des trois-quarts des firmes interrogées sont des fournisseurs de services, un cinquième appartient à l'industrie, le reste œuvrant dans le secteur primaire (6%). La plupart des participants ont déclaré ne pas exporter ni importer, et seul un quart des firmes interrogées sont dirigées par des femmes. Trois-quarts des compagnies sont enregistrées auprès des autorités nationales compétentes.



Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.



Une reprise plus lente pour les petites entreprises

Alors que la troisième vague d'infections de la COVID-19 frappait le continent à la mi-2021, les données confirmaient que la pandémie était loin de faiblir dans la région. La crise continue donc d'engendrer des effets négatifs considérables sur l'emploi et les revenus des petites entreprises africaines.

Réduction des ventes et du personnel

En moyenne, les PME interrogées n'employaient plus que deux-tiers du personnel dont elles disposaient avant la pandémie. À l'inverse, les grandes firmes avaient pratiquement retrouvé leur taille d'avant-crise, employant en moyenne 94 % de leur force de travail habituelle.

De manière similaire, à la mi-2021, les revenus des petites entreprises étaient encore réduits en moyenne de moitié par rapport à la période pré-pandémique, tandis que les grandes compagnies avaient déjà récupéré jusqu'à 86 % de leurs revenus.

Cela implique que la reprise des petites entreprises d'Afrique francophone, en termes de ventes et d'emploi, n'est pas aussi rapide que celle des grandes firmes.

Les petites entreprises se sont davantage endettées

La lente reprise des ventes pour les PME se traduit par une situation financière plus difficile. Plus des deux-tiers des microentreprises interrogées ont dû s'endetter en raison de la crise liée à la COVID-19, contre moins d'un tiers pour les grandes compagnies. C'est le signe que, face à la préoccupation du fardeau de la dette des nations africaines au niveau macroéconomique⁹, la question de la dette devient de plus en plus un problème microéconomique.

9. Brookings, 2021.

Les PME ont donc un surendettement plus prononcé, des revenus plus faibles et un personnel réduit, en partie parce que les réponses apportées à la crise sanitaire minaient en même temps leur activité. Cela s'explique par le fait que, de manière générale, les petites firmes disposent de moins d'éléments fondamentaux de la résilience¹⁰. Les investissements dans la recherche, les compétences et une base de fournisseurs diversifiée aident les compagnies à devenir plus résilientes – or les compagnies résilientes ont eu cinq fois plus de chances d'éviter les licenciements pendant la pandémie¹¹.

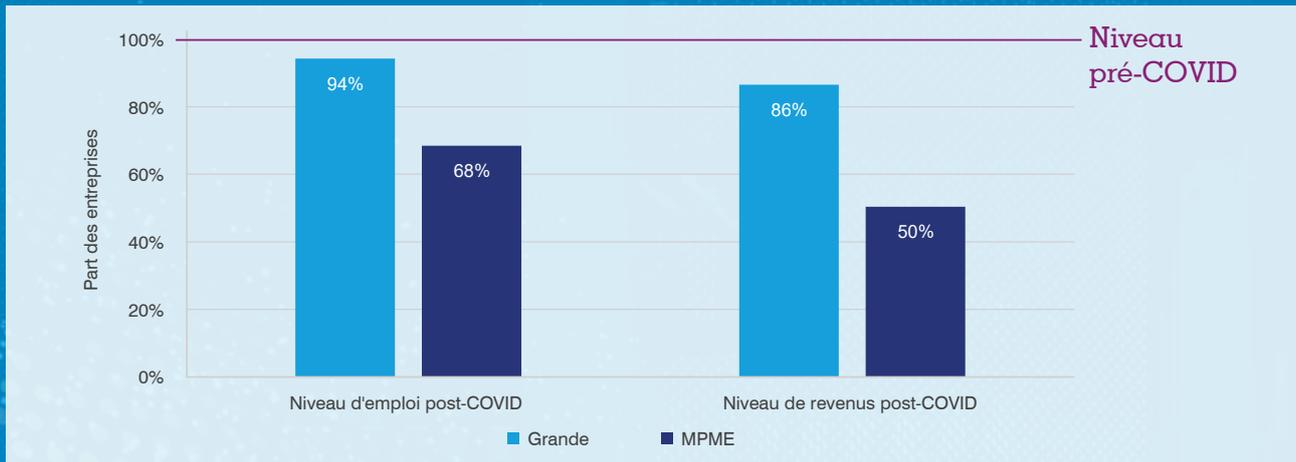
Les entreprises dirigées par des jeunes et celles du secteur informel s'inquiètent pour leur avenir

Plus d'un tiers des compagnies interrogées se déclaraient soucieuses vis-à-vis de la reprise. Une part plus importante parmi les entreprises dirigées par des jeunes, et parmi celles qui ne sont pas enregistrées auprès des autorités nationales compétentes, affirmaient qu'elles étaient même très inquiètes des chances de reprise de leur activité. Les grandes firmes et celles actives à l'export se sont montrées moins préoccupées par ces perspectives.

10. ITC, 2021b ; Falciola, Mohan, Ramos et Rollo, 2021.

11. ITC, 2021b.

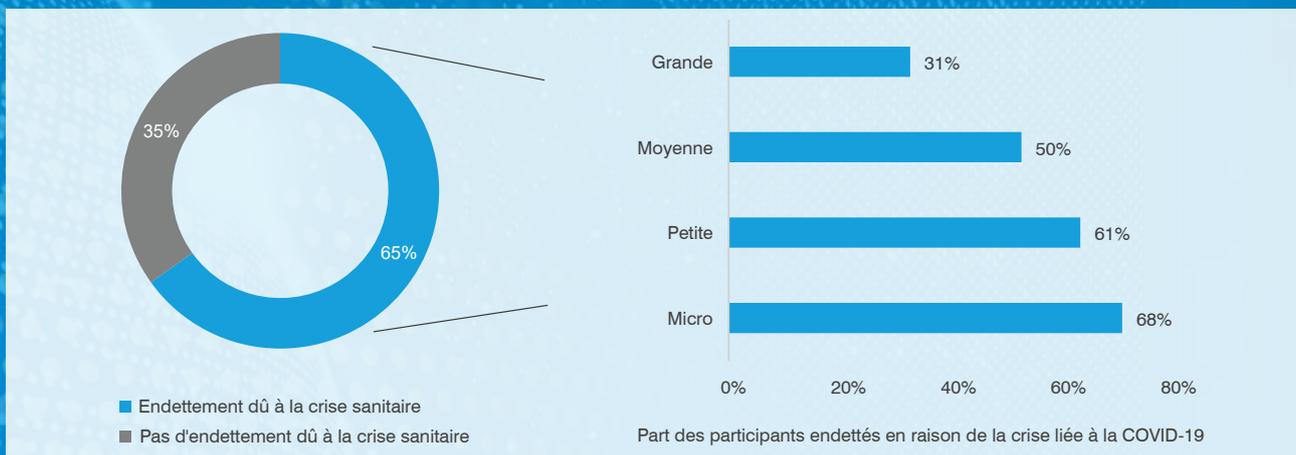
La pandémie a réduit les revenus et le personnel des petites entreprises



Note : La figure décrit les réponses des entreprises aux questions « Quel pourcentage de personnel votre entreprise emploie actuellement par rapport au personnel normalement employé à cette période de l'année ? » ; et « Quel pourcentage du chiffre d'affaires l'entreprise fait-elle actuellement par rapport au chiffre d'affaires habituel dans cette période de l'année ? ».

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.

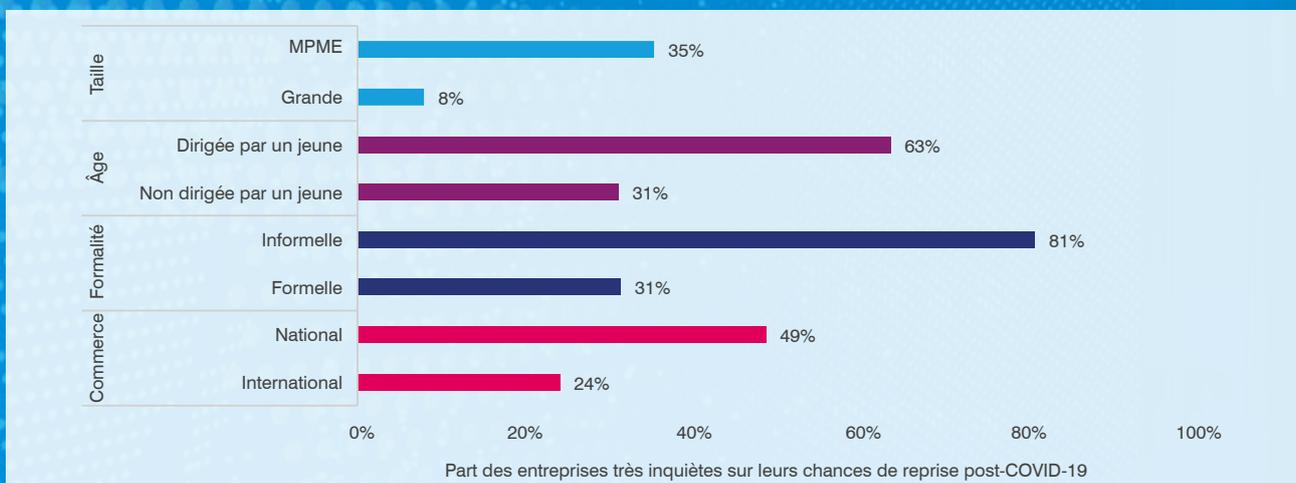
Les petites entreprises se sont davantage endettées



Note : La figure décrit les réponses des entreprises à la question « A votre avis, combien de temps il vous faudra pour rembourser les dettes liées à la crise de la COVID-19 ? », selon la taille de l'entreprise.

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.

Les entreprises inquiètes de la reprise



Note : La figure décrit les réponses des entreprises à la question « Dans quelle mesure êtes-vous inquiet(e) à propos de la reprise d'activité de votre entreprise suite à la crise déclenchée par la COVID-19 ? », selon la taille, l'âge, la formalité et la nature de l'activité commerciale.

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.



Des programmes gouvernementaux relatifs à la COVID-19 insuffisants

Plusieurs gouvernements africains ont initié des programmes d'appui au secteur privé afin d'aider les firmes à survivre à la pandémie. Toutefois, malgré ces efforts, les résultats de l'enquête suggèrent que ces programmes ont eu une portée et une efficacité limitées, et n'ont pas su répondre pleinement aux besoins des petites entreprises et de celles du secteur informel.

Les petites entreprises ont moins de chance d'accéder à l'appui public

Seuls 12 % des 2 557 entreprises interrogées ont affirmé avoir reçu un appui en lien avec la COVID-19 de la part de leur gouvernement ou d'une organisation d'appui aux entreprises. De manière plus préoccupante, un tiers des grandes firmes avaient bénéficié d'un appui gouvernemental à la mi-2021, contre seulement 7 % des PME. Dans la mesure où les petites compagnies ont été touchées plus durement et doivent lutter davantage pour se remettre de la crise, le fait qu'elles aient en général moins d'accès à l'appui gouvernemental est problématique.

Une des raisons à cette inégalité tient à la lourdeur des processus de demande ainsi que les prérequis exigés, qui rendent le processus chronophage et intensif pour les petites entreprises. Un autre facteur est l'inadéquation des informations sur l'appui disponible.

Des entreprises pas informées des programmes d'appui

Les trois-quarts des petites et moyennes entreprises n'ayant pas reçu d'assistance ont expliqué qu'elles ne savaient pas que leur gouvernement ou les organisations d'appui aux entreprises offraient un tel appui. De fait, les petites firmes du monde entier ont dû batailler pour accéder aux informations et bénéfices gouvernementaux pendant la pandémie¹². Un meilleur accès internet et une implication à long terme dans les organisations d'appui aux entreprises peuvent aider les PME à connaître les opportunités d'appui et à y accéder¹³.

L'insatisfaction des entreprises ayant reçu une assistance

Même lorsque les programmes relatifs à la COVID-19 ont pu fournir une assistance, les résultats de l'enquête suggèrent que l'aide reçue ne répondait pas aux attentes.

Sur les 300 firmes interrogées ayant reçu un appui, deux-tiers déclarent que cet appui n'a pas répondu à leurs besoins. Cela peut être dû à une assistance fournie sous la forme d'aides financières non concessionnelles, qui ont permis aux entreprises de faire face à la grave crise financière sur le court terme, mais qui ont également accentué leur endettement.

12. ITC, 2020c.

13. ITC, 2020a ; 2021a.

Les petites entreprises ont moins de chances de recevoir un appui public



Note : La figure décrit les réponses des entreprises à la question « Est-ce que votre entreprise a bénéficié d'un soutien gouvernemental ou de la part d'une organisation d'appui aux entreprises en lien avec la crise de la COVID-19? », selon la taille de l'entreprise.

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.

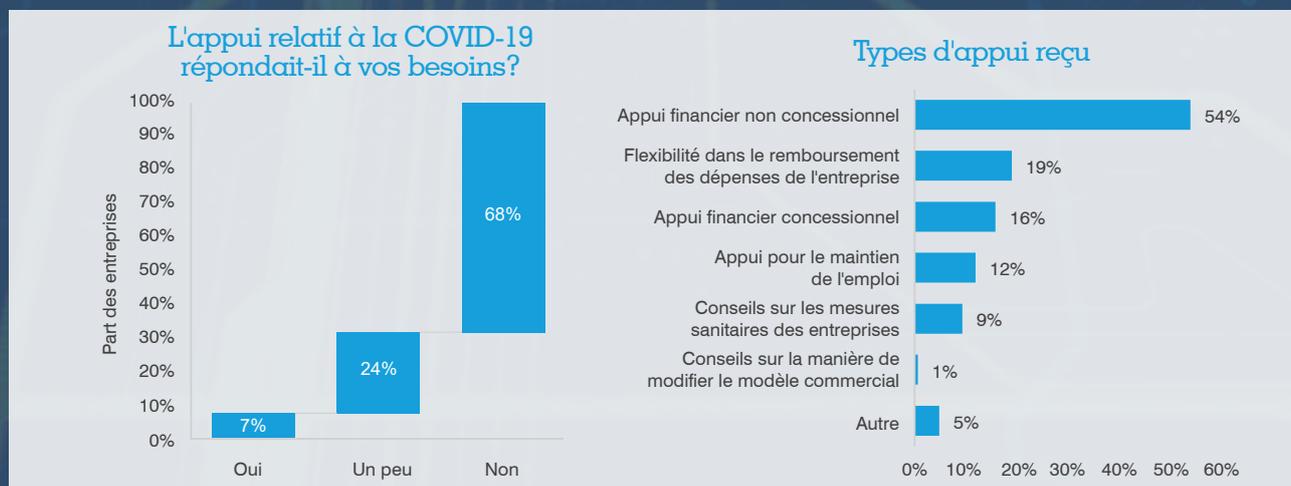
Des entreprises pas informées des programmes d'appui



Note : La figure décrit les réponses des entreprises à la question « Pourquoi votre entreprise n'a-t-elle pas reçu de soutien gouvernemental ou de la part d'une organisation d'appui aux entreprises en lien avec la crise de la COVID-19? ».

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.

L'appui reçu n'est pas à la hauteur des attentes



Note : La figure décrit les réponses des entreprises aux questions « Quel type de soutien lié à la crise de la COVID-19 votre entreprise a reçu ? » ; et « Est-ce que le soutien reçu lié à la COVID-19 a comblé vos besoins ? ».

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.



Une mise en garde pour la préparation aux crises

Il se peut que la pandémie laisse une trace positive et durable en termes d'investissements réalisés par les PME en faveur de leur résilience. Les petites entreprises ont toujours moins investi que les grandes dans une préparation avant-crise¹⁴. Les données récoltées indiquent toutefois que la sévérité et la soudaineté de la pandémie de COVID-19 ont convaincu de nombreuses petites firmes africaines d'investir dans la gestion des risques.

La moitié des entreprises se préparent aux crises futures

De nombreuses PME n'avaient pas de plans au moment où la pandémie a surgit, et en conséquence ont été plus sévèrement affectées par les mesures adoptées pour freiner la propagation du virus. Il semble qu'elles en aient tiré les leçons, la moitié des compagnies interrogées affirmant qu'elles prenaient des mesures en 2021 pour se préparer aux crises futures.

L'approche la plus populaire a été de renégocier les contrats avec les fournisseurs – une stratégie adoptée par 49 % des firmes impliquées dans la préparation. D'autres tactiques ont consisté à réviser les stratégies de vente (47 %), à contracter de nouvelles dettes ou à les rééchelonner (afin de renforcer l'entreprise, 37 %), ou encore à modifier la stratégie d'approvisionnement (28 %).

Les entreprises les plus touchées se préparent davantage

Il convient de noter que les compagnies les plus affectées par la crise liée à la COVID-19 semblent aussi être celles qui réfléchissent le plus à l'avenir et essaient de s'y préparer.

Une forte proportion (environ 60 %) des participants à l'enquête qui s'étaient déclarés très inquiets vis-à-vis de la reprise et dont les revenus étaient encore loin de leur niveau d'avant-crise ont pris des mesures pour se préparer aux crises futures¹⁵.

Les entreprises dirigées par des jeunes et celles du secteur informel sont plus enclines que les autres à se préparer pour le futur, ce qui reflète leur inquiétude plus marquée vis-à-vis de la reprise¹⁶.

Le manque de ressources financières freine la préparation

Le fait que de nombreux participants (27 %) ne soient pas en mesure de se préparer aux crises futures en raison de ressources financières insuffisantes n'est pas surprenant. Avec leurs comptes bancaires vidés par les paiements des factures et sans revenus pour les renflouer, les PME africaines sont à court de trésorerie alors qu'elles cherchent à investir dans de nouvelles opportunités comme le commerce électronique ou la préparation aux changements climatiques.

En parallèle, certaines entreprises n'ont pas identifié de risques pouvant sérieusement impacter leur activité, ou ne savaient pas quelles mesures adopter, ou encore se montraient sceptiques quant à la probabilité de chocs futurs, et n'ont donc pas entrepris d'action pour renforcer leur résilience.

15. Les participants étaient rangés dans la catégorie des revenus dont le niveau était bien inférieur au niveau pré-pandémique si la part des revenus déclarés étaient inférieure à 25 % du niveau initial.

16. Cependant, ces entreprises ont eu davantage tendance à adopter des stratégies faibles, comme un nouvel endettement, plutôt qu'une stratégie constructive, telle que la révision des stratégies d'approvisionnement, en comparaison aux autres firmes engagées dans des mesures de préparation.

14. Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, 2020; ITC, 2021b.

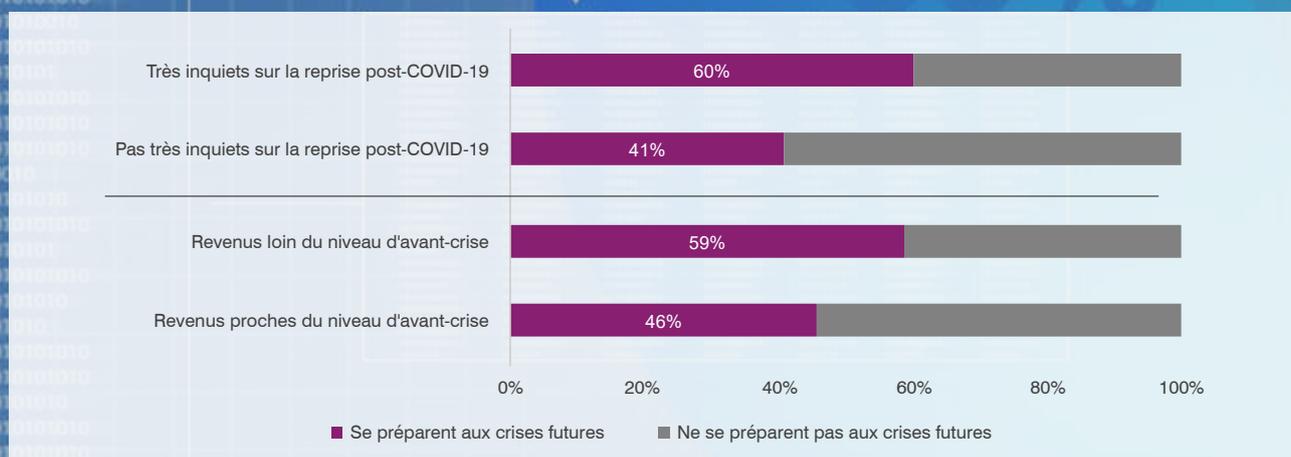
La moitié des entreprises se préparent aux crises futures



Note : La figure décrit les réponses des entreprises aux questions « Avez-vous pris des mesures visant à mieux préparer votre entreprise pour des futures crises ? » ; et « Veuillez préciser les mesures que vous êtes en train d'effectuer. ».

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.

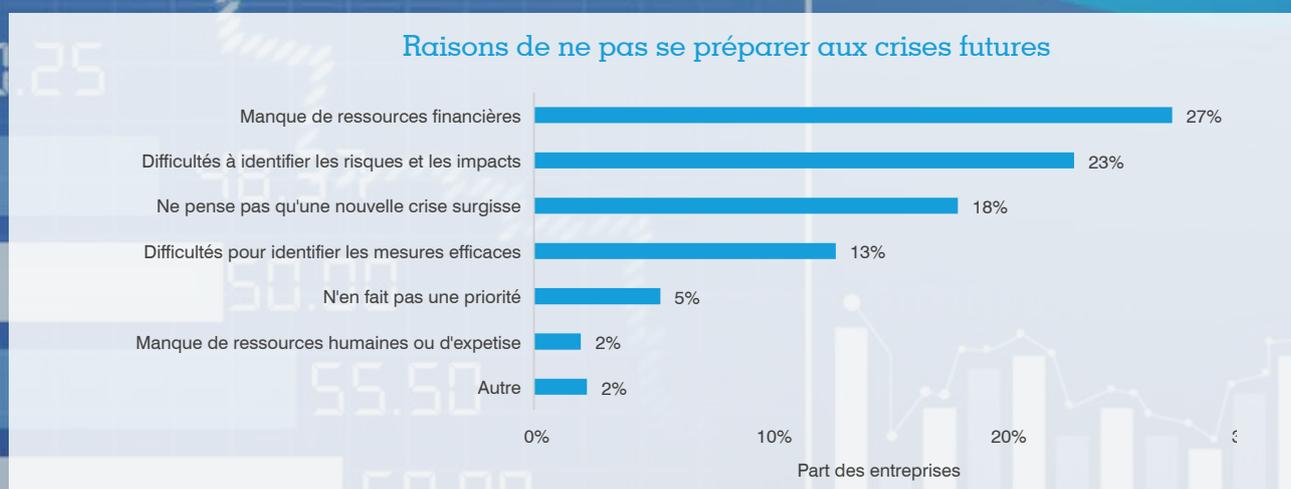
Les entreprises les plus touchées se préparent davantage



Note : La figure décrit les réponses des entreprises aux questions « Avez-vous pris des mesures visant à mieux préparer votre entreprise pour des futures crises ? » ; « Dans quelle mesure êtes-vous inquiet(e) à propos de la reprise d'activité de votre entreprise suite à la crise déclenchée par la COVID-19 ? » ; et « Quel pourcentage du chiffre d'affaires l'entreprise fait-elle actuellement par rapport au chiffre d'affaires habituel dans cette période de l'année ? ».

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.

Le manque de ressources financières freine la préparation



Note : La figure décrit les réponses des entreprises à la question « Qu'est-ce qui vous empêche de prendre des mesures visant à mieux préparer votre entreprise à des futures crises ? ».

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.



Opportunités pour l'intégration régionale

Depuis le 1^{er} janvier 2021, les échanges se font sous les auspices de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Cet accord, qui vise à réduire les barrières au commerce entre les pays africains¹⁷, a été accueilli en pleine pandémie comme une opportunité de stimuler la compétitivité à travers tout le continent¹⁸.

Pour chaque dollar d'un produit fabriqué en Afrique, le continent importe environ 40 cents d'intrants de pays hors Afrique – une proportion bien supérieure à celle des autres continents. Un changement de stratégies d'approvisionnement et de vente dans la région pourrait rapporter des milliards aux économies africaines¹⁹. La ZLECAf pourrait stimuler davantage l'intégration – à condition que les entreprises soient informées de ses avantages et que les contraintes pesant sur les échanges transfrontaliers de biens et de services soient levées.

Seuls 25 % des participants connaissent l'existence de la ZLECAf

Malgré l'engouement qui règne dans les capitales et dans le monde à propos de la ZLECAf, peu d'entreprises africaines sont au courant de cet accord régional. À peine un quart des 2 557 entreprises interrogées en Afrique francophone ont déclaré avoir entendu parler de la ZLECAf. La plupart étaient de grandes compagnies, des entreprises exportant déjà au sein du continent, et celles actives dans les secteurs primaire et industriel.

Les firmes familières avec cette initiative semblent être positives à son propos. Environ 75 % des entreprises ayant connaissance de la ZLECAf en attendent des effets positifs. Les compagnies déjà impliquées dans l'export continental se sont montrées particulièrement enthousiastes.

17. ITC, 2018.

18. Ighobor, 2021.

19. Jayaram et al., 2020.

Un fort potentiel pour s'approvisionner davantage au sein du continent

L'approvisionnement en intrants depuis les pays voisins a toujours dynamisé le développement économique régional, comme en attestent de nombreuses régions du monde. Les préférences des consommateurs sont plus similaires que dans les marchés éloignés, les coûts du transport et de la logistique ainsi que les délais tendent à être moindres et plus simples, et les liens en amont et en aval peuvent stimuler un réseau commercial transfrontalier vigoureux.

Seuls 12 % des participants à l'enquête importent depuis le continent (5 % qui ne s'approvisionnent qu'en Afrique et 7 % qui combinent les intrants africains et étrangers), et seuls 6 % exportent vers d'autres pays du continent, ce qui laisse un énorme potentiel encore inexploité pour l'intégration intrarégionale. Cette faible part de l'approvisionnement intrarégional – également identifiée par d'autres enquêtes – a conduit les responsables politiques à se tourner vers la ZLECAf pour faciliter l'approvisionnement d'intrants au sein de l'Afrique.

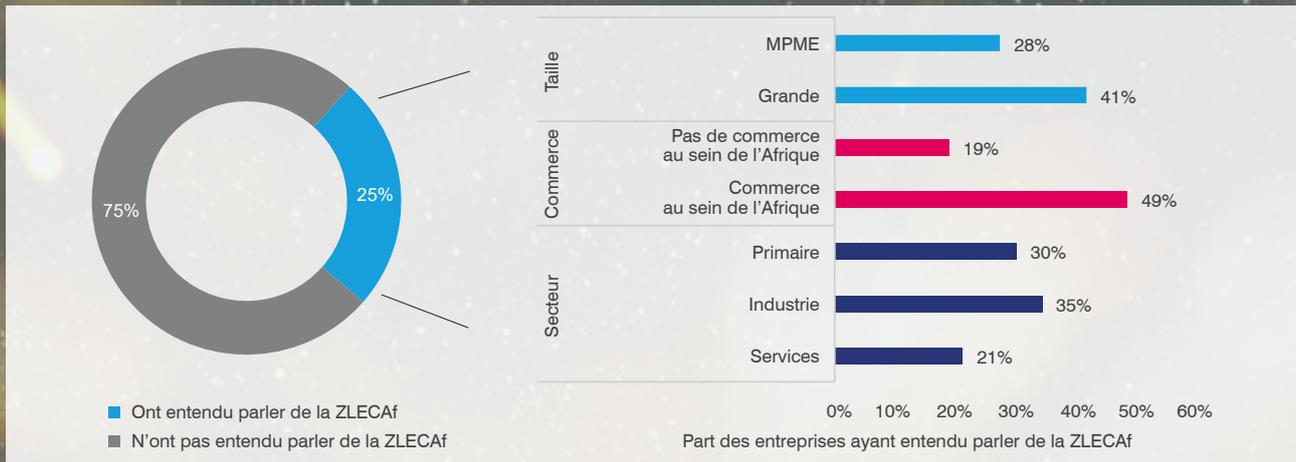
Réduire les coûts du transport et de la logistique

La ZLECAf va jouer un rôle majeur dans le programme d'intégration régionale dans la mesure où elle peut aider à réduire les obstacles aux échanges – qui, pour la plupart, n'impliquent pas de mesures tarifaires. Environ 40 % des firmes interrogées qui exportent au sein de l'Afrique identifient les coûts de la logistique et du transport comme le principal obstacle aux exportations à travers le continent.

Le deuxième obstacle le plus important concerne les délais ou l'incertitude, rapportés par 20 % des compagnies interrogées. Cela souligne que les améliorations en termes de facilitation des échanges seront cruciales pour tirer les bénéfices de la mise en œuvre de la ZLECAf²⁰.

20. Banque mondiale, 2020.

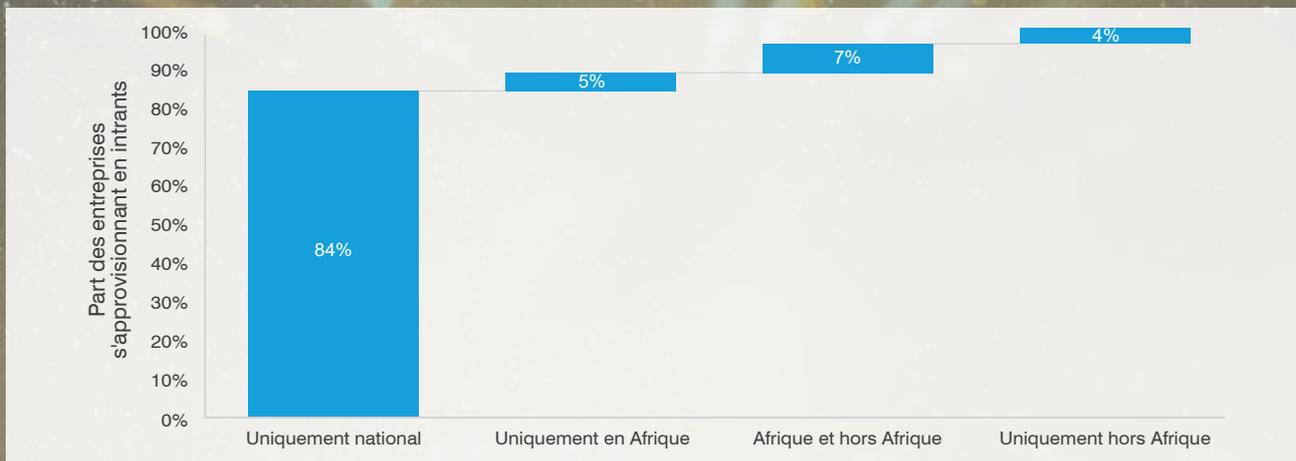
Peu de participants connaissent l'existence de la ZLECAf



Note : La figure décrit les réponses des entreprises à la question « Avez-vous entendu parler ou lu à propos de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ? », selon la taille, le type d'échange commercial et le secteur.

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.

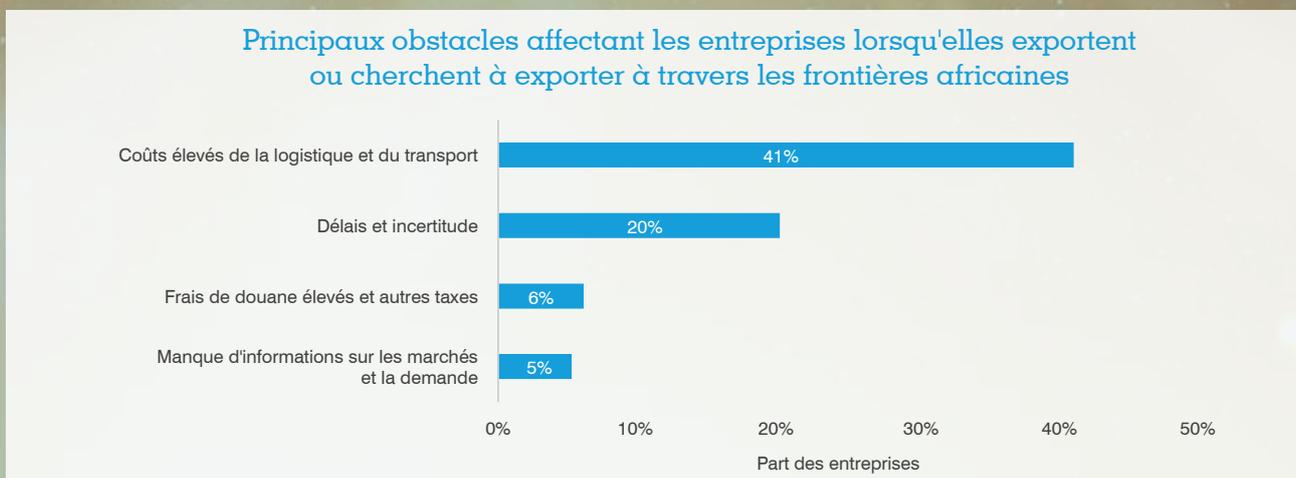
Peu d'entreprises s'approvisionnent au sein du continent



Note : La figure décrit les réponses des entreprises aux questions « L'entreprise participe-t-elle au commerce international ? » ; « Au cours des trois dernières années, votre entreprise a-t-elle effectué l'une des activités suivantes à l'intérieur du continent africain ? » ; et « Au cours des trois dernières années, votre entreprise a-t-elle effectuée une des activités suivantes à l'extérieur du continent africain ? ».

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.

Les coûts de la logistique et du transport entravent les échanges régionaux



Note : La figure décrit les réponses des entreprises à la question « Parmi la liste suivante, quels ont été vos principaux obstacles lorsque vous avez exporté ou essayé d'exporter en Afrique (à l'extérieur de votre pays) ? Veuillez choisir jusqu'à trois réponses. »

Source : Enquête menée par l'ITC et la CPCCAF de mai à juillet 2021 en Afrique francophone.



Recommandations

Les résultats de l'enquête menée auprès des compagnies d'Afrique francophone montrent que la pandémie est loin d'être terminée pour les petites entreprises qui sont pourtant les moteurs de la croissance de l'emploi et de la réduction de la pauvreté sur le continent. Dans ce contexte, les pouvoirs publics ont l'opportunité dans les mois qui viennent de s'attaquer aux contraintes et de débloquer de nouvelles opportunités exaltantes pour les petites entreprises africaines.

Étendre l'appui aux petites entreprises

Les données présentées dans cette brochure montrent que les PME ont dû se battre pour accéder à l'appui relatif à la COVID-19. Cela doit changer. Un appui financier concessionnel, tel que les subventions et les exonérations de frais et de taxes, ainsi que, de manière générale, un accès inclusif aux financements²¹, peut aider ces entreprises à réduire le fardeau disproportionné de la dette et de la chute des revenus auquel elles sont confrontées.

Étendre l'information et l'assistance en matière de gestion des risques

La pandémie de COVID-19 a déclenché un intérêt sain et fort encourageant pour la gestion des risques au sein du secteur privé africain. Pourtant, de nombreuses compagnies citent encore l'incertitude vis-à-vis des risques futurs et demandent comment lever les obstacles d'une préparation aux crises efficace.

Les organisations d'appui aux entreprises qui fournissent des informations et une assistance technique pour rendre les pratiques commerciales résilientes pourront aider les PME du continent à affronter la prochaine tempête. L'amélioration des connexions numériques va aider les petites compagnies à s'informer sur l'appui disponible et la manière de vendre en ligne lors de la prochaine crise.

Réduire les coûts du transport et de la logistique

L'exigence de s'approvisionner en intrants localement, souvent doublée de mesures incitatives, devient de plus

en plus courante tandis que les pouvoirs publics cherchent à renforcer le commerce intra-africain et les chaînes d'approvisionnement. De tels échanges peuvent aider à créer davantage de valeur ajoutée que le commerce avec des pays lointains, et risquent moins une escalade tarifaire qui a plombé les échanges internationaux²². Les échanges intrarégionaux devraient donc créer un tremplin pour une croissance orientée à l'export.

Les résultats de l'enquête indiquent pourtant que les délais et les coûts élevés de la logistique et du transport entravent toujours les PME lorsqu'elles cherchent à expédier leurs biens vers les pays voisins. La mise en œuvre de la ZLECAf devrait permettre de s'assurer que la levée de telles barrières non tarifaires figure en haut de l'agenda politique. Des investissements sur la base de partenariats publics-privés pourraient aider à améliorer la qualité et la variété des infrastructures physiques disponibles, favorisant des transports à travers le continent plus efficaces, plus rapides et moins onéreux.

Améliorer la connaissance de la ZLECAf

À peine un quart des firmes interrogées en Afrique francophone avaient entendu parler de la ZLECAf. Les organisations d'appui aux entreprises ont un rôle à jouer, de concert avec les départements de relations publiques des gouvernements et l'initiative Aide pour le commerce, afin d'améliorer la connaissance des opportunités amenées par la ZLECAf.

Des politiques et programmes complémentaires sont également essentiels pour encourager un environnement propice aux affaires dans lequel les PME peuvent tirer parti de la ZLECAf. En ce sens, le travail des pouvoirs publics et des organisations internationales de développement pourra traduire cet accord en bénéfices transformateurs pour l'Afrique.

21. Adzogenu, 2021.

22. Fukase et Martin, 2018.

Références

- Adzogenu, Edem (2021). « A Marriage of More than Convenience: How COVID-19 Can Bring Public & Private Sectors Together in Africa. » In *Foresight Africa*. Brookings.
- Aoyagi, Chie (2021). « Effects of COVID-19 on Regional and Gender Equality in Sub-Saharan Africa: Evidence from Nigeria and Ethiopia ». WP/21/169. Washington D.C.: FMI. WP/21/169.
- Banque mondiale (2020). « The African Continental Free Trade Area: Economic and Distributional Effects ». Washington D.C.: Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34139/9781464815591.pdf>
- Brookings (2021). « Foresight Africa 2021 ». Africa Growth Initiative at Brookings.
- Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (2020). « Reducing Risk & Building Resilience of SMEs to Disasters ». Genève : Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe Reduction. <https://www.undrr.org/publication/resilience-smes>
- Centre du commerce international (2018). *A Business Guide to the African Continental Free Trade Area Agreement*. Genève : Centre du commerce international.
- _____ (2020a). « Promoting SME Competitiveness in Benin: COVID-19: An Inclusive Path towards Resilience ». Genève : Centre du commerce international. https://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/Benin_SME_EN_WEB_v1.3.pdf
- _____ (2020b). *Promoting SME Competitiveness in Francophone Africa: COVID-19: Strengthening Companies' Resilience*. Genève : Centre du commerce international et Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones.
- _____ (2020c). « SME Competitiveness Outlook 2020: COVID-19: The Great Lockdown and Its Impact on Small Business ». Genève : Centre du commerce international. <https://www.intracen.org/SMEOutlook/>
- _____ (2021a). *Promoting SME Competitiveness in Togo: A Resilient Foundation for Transformative Growth*. Genève : Centre du commerce international.
- _____ (2021b). « SME Competitiveness Outlook 2021: Empowering the Green Recovery ». Genève : Centre du commerce international. <https://www.intracen.org/SMEOutlook/>
- Commission économique pour l'Afrique (2021). « It's Your Turn: Africa's Recovery Talk Series ». https://www.uneca.org/events/eca-covid-19-response/it%E2%80%99s-your-turn_africa%E2%80%99s-recovery-talk-series
- Falciola, Justine, Sarah Mohan, Barbara Ramos et Valentina Rollo (2021). « Identifying the Drivers of SME Resilience: A Framework and Index Based on Evidence from the COVID-19 Pandemic ». Document de travail de l'ITC, WP-03-2020.E. Genève.
- Fonds monétaire international (2021). *Regional Economic Outlook Sub-Saharan Africa: Navigating a Long Pandemic*. Washington, D.C.: Fonds monétaire international.
- Fukase, E., et W. Martin (2018). « Agro-Processing and Horticultural Exports from Africa ». In *Industries without Smokestacks: Industrialization in Africa Reconsidered* (pp. 90-112). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oso/9780198821885.003.0005>
<https://www.gh.undp.org/content/ghana/en/home/library/poverty/ghana-covid-19-business-tracker-wave-2.html>
- Ighobor, Kingsley (2021). « AfCFTA: 100 Days since Start of Free Trading, Prospects Seem Bright ». *Africa Renewal*, 7 avril 2021. <https://www.un.org/africarenewal/magazine/april-2021/afcfta-100-days-start-free-trading-prospects-seem-bright>
- Jayaram, Kartik, Kevin Leiby, Acha Leke, Amandla Ooko-Ombaka et Ying Sunny Sun (2020). « Reopening and Reimagining Africa ». *McKinsey & Company*, 29 mai 2020. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/middle-east-and-africa/reopening-and-reimagining-africa>
- Organisation des Nations Unies (2021). « Financing for Sustainable Development Report 2021 ». Groupe de travail interagence des Nations Unies sur le financement du développement. <https://developmentfinance.un.org/fsdr2021>
- Programme des Nations Unies pour le développement (2021). « Long-Term Socio-Economic Impacts of COVID-19 in African Contexts ». Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau régional pour l'Afrique. <https://www.africa.undp.org/content/rba/en/home/library/-long-term-socio-economic-impacts-of-covid-19-in-african-context.html>



Centre du
Commerce
International

Siège

International Trade Center
54-56, rue de Montbrillant
1202 Genève, Suisse

Équipe PME Benchmarking

www.intracen.org/SMEIntelligence

Adresse postale

Centre du commerce international
Palais des Nations
1211 Genève 10, Suisse

Le Centre du commerce international (ITC) est l'agence conjointe de l'Organisation mondiale du commerce et des Nations Unies.

Photos: ©Shutterstock.com